

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2001: Numéro 14 — Mobilité résidentielle des ménages et besoins impérieux en matière de logement

INTRODUCTION

Ce *Point en recherche* examine les tendances relatives à la mobilité résidentielle des ménages partout au Canada¹. La mobilité résidentielle est établie à la lumière d'un changement d'adresse du principal soutien d'un ménage². Le taux de mobilité correspond à la proportion de ménages dont le principal soutien dit avoir déménagé au moins une fois dans l'année qui a précédé le Recensement de 2001.

Dans le présent *Point en recherche*, l'expression « logement acceptable » désigne un logement de qualité et de taille convenables, qui est abordable pour le ménage qui l'occupe.

- Un logement est de **qualité convenable** si, de l'avis de ses occupants, il ne nécessite aucune réparation majeure.
- Un logement est de **taille convenable** s'il inclut suffisamment de chambres pour répondre aux besoins du ménage qui l'occupe, compte tenu de la taille et de la composition de celui-ci, conformément aux Normes nationales d'occupation (NNO).
- Un logement est **abordable** si un ménage y consacre moins de 30 % de son revenu avant impôt.

On dit qu'un ménage éprouve des **besoins impérieux en matière de logement** dès le moment où son logement manque de satisfaire à l'un des critères fondamentaux que sont la qualité ou la taille convenables et l'abordabilité, ou encore si le loyer moyen d'un logement acceptable

(c'est-à-dire satisfaisant aux trois critères précités) lui coûterait plus de 30 % de son revenu avant impôt sur le marché de l'habitation local³.

Ce *Point en recherche* porte sur les caractéristiques des ménages et les conditions de logement de ces derniers dans l'habitation qu'ils occupaient lors du Recensement de 2001 (donc après un éventuel déménagement). Les caractéristiques des ménages et leurs conditions de logement avant leur déménagement sont inconnues, car le recensement ne recueille pas de données à cet égard.

Le présent document n'aborde pas les conditions de logement de toute la population canadienne. Le recensement ne tient en effet pas compte des frais de logement des ménages agricoles ni de ceux des ménages qui occupent des logements de bande dans des réserves ou à l'extérieur de celles-ci. Il est impossible d'établir l'abordabilité du logement pour ces deux types de ménages. Par ailleurs, la SCHL considère que le rapport frais de logement-revenu (RFLR) des ménages ayant un revenu inférieur ou égal à zéro, ou tout RFLR supérieur ou égal à 100 % calculé à partir des données du recensement, est impossible à interpréter aux fins de la mesure de l'abordabilité. Parmi les 11,6 millions de ménages dénombrés lors du Recensement de 2001, 10,8 millions étaient des ménages non agricoles, ne faisant pas partie d'une bande, vivant hors réserves, dont le RFLR se prêtait à une interprétation relative à l'abordabilité du logement. Ce *Point en recherche* examine les conditions de logement de ces 10,8 millions de ménages.

¹ Voir aussi la publication de la collection « Le Point en recherche » intitulée *Série sur le logement selon les données du Recensement de 2001 : Numéro 10 — Vieillesse, mobilité résidentielle et choix de logement*, qui aborde la mobilité résidentielle principalement à la lumière de l'Enquête sur les dépenses des ménages.

² Le principal soutien du ménage est la première personne donnée par les répondants au recensement comme étant responsable des paiements du ménage. C'est normalement la personne dont la contribution aux paiements des frais de logement est la plus élevée.

³ Voir la section « Définitions » à la fin de ce *Point en recherche* pour d'autres détails sur les normes et l'évaluation des besoins impérieux en matière de logement appliquées par la SCHL.

Le Point en recherche

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2001 :
Numéro 14 — Mobilité résidentielle des ménages et besoins impérieux en matière de logement

Tableau 1 Mobilité résidentielle des ménages suivant leur mode d'occupation — Canada, 2001

	Tous les ménages	Ménages ayant déménagé l'année précédente		Ménages ayant déménagé au cours des 5 années précédentes	
	(nombre)	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)
Tous les ménages	10 805 615	1 462 725	13,5	4 559 990	42,2
Propriétaires	7 229 665	526 750	7,3	2 200 010	30,4
ayant une dette hypothécaire	3 952 145	422 015	10,7	1 760 455	44,5
sans dette hypothécaire	3 277 515	104 735	3,2	439 555	13,4
Locataires	3 575 950	935 975	26,2	2 359 975	66,0

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement tirés du recensement)

Constatations

Environ un ménage sur sept (14 %) a déclaré avoir déménagé au moins une fois durant l'année antérieure au Recensement de 2001 (voir le tableau 1), et plus de 42 % des ménages ont déclaré avoir changé de domicile au moins une fois entre 1996 et 2001.

Globalement, trois sur cinq (61 %) des ménages qui ont dit avoir changé d'adresse dans l'année qui a précédé le recensement avaient déménagé à l'intérieur de leur subdivision de recensement⁴, 29 % à l'intérieur de leur province, 6 % entre deux provinces et 3 % de l'étranger vers le Canada (voir le tableau 2 en annexe).

On a relevé des taux de mobilité nettement plus élevés chez les ménages qui sont demeurés, ou devenus, locataires⁵. Sur les 3,6 millions de ménages qui louaient leur logement en 2001, 26 % ont déclaré avoir changé de domicile durant l'année antérieure au recensement et les deux tiers (soit 66 %) ont dit avoir déménagé au cours des cinq années qui l'ont précédé.

Les ménages propriétaires affichaient des taux de mobilité bien plus bas : 7 % d'entre eux avaient déménagé durant l'année écoulée et 30 % au cours des cinq années antérieures au recensement. La plus faible probabilité d'un déménagement chez ces ménages de propriétaires-occupants s'explique par les coûts plus élevés qu'engendrent les transactions de vente et d'achat d'une habitation. Les ménages qui sont propriétaires d'une habitation non grevée d'une hypothèque (autrement dit, qui ont terminé de rembourser leur prêt hypothécaire) s'avèrent les moins mobiles : seulement 3 % d'entre eux avaient changé d'adresse durant l'année. Les principaux soutiens de ces ménages sont en général des personnes d'un âge plus avancé, et de ce fait moins enclins à déménager (voir ci-après).

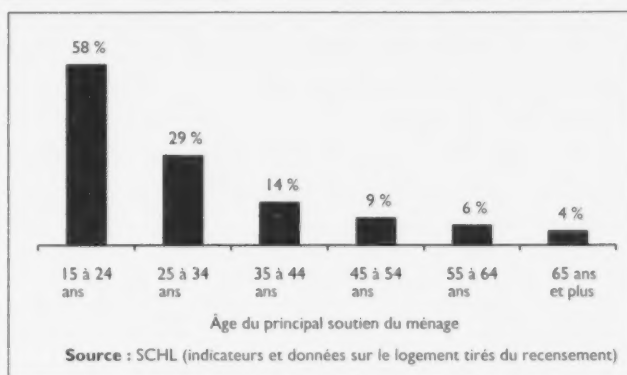


Figure 1 Taux de mobilité durant l'année antérieure au recensement, selon l'âge du principal soutien du ménage — Canada, 2001

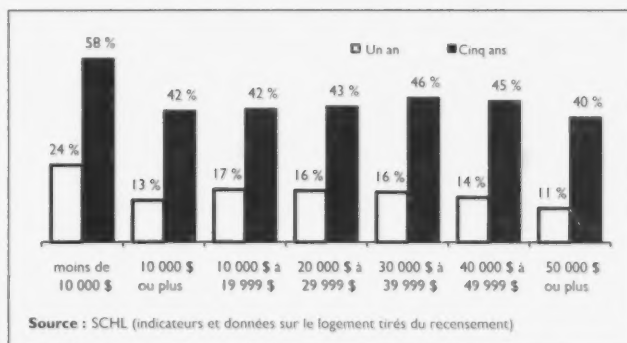


Figure 2 Taux de mobilité résidentielle des ménages sur un an et sur cinq ans, selon leur revenu — Canada 2001

⁴ Statistique Canada définit une subdivision de recensement comme suit : « une municipalité ou une région jugée équivalente à des fins statistiques (p. ex., une réserve indienne ou un territoire non organisé). Le statut de municipalité est défini par les lois en vigueur dans chaque province et territoire au Canada ».

⁵ Les données relatives au mode d'occupation se rapportent aux logements où les ménages résidaient au moment du recensement, c'est-à-dire après un éventuel déménagement.

La mobilité des ménages diminue avec l'âge

Les ménages tendent à être de moins en moins mobiles à mesure que leur principal soutien avance en âge. Le plus fort taux de mobilité durant l'année antérieure au recensement (58 %) a été relevé chez les ménages ayant pour principal soutien une personne âgée de 15 à 24 ans, tandis que le taux le plus faible (5 %) était celui observé chez les ménages dont le principal soutien était une personne âgée (65 ans et plus) (voir la figure 1).

Les ménages à faible revenu déménagent plus souvent que d'autres

Bien que déménager soit toujours coûteux, les ménages à faible revenu sont ceux qui déménagent le plus souvent. La proportion de ménages dont le revenu n'atteignait pas 10 000 \$ ayant déménagé durant l'année qui a précédé le recensement (soit 24 %) était presque deux fois supérieure à celle des ménages au revenu égal ou supérieur à 10 000 \$ (soit 13 %) (voir la figure 2). Durant les cinq années antérieures au Recensement de 2001, 58 % des ménages au revenu inférieur à 10 000 \$ avaient déménagé, contre 42 % des ménages au revenu égal ou supérieur à 10 000 \$. Les taux de mobilité résidentielle des

ménages, tant propriétaires que locataires, aux revenus les plus faibles étaient supérieurs à ceux des ménages aux revenus plus élevés.

La mobilité résidentielle des ménages varie d'un bout à l'autre du pays

Les taux de mobilité résidentielle sur un an sont nettement plus bas chez les ménages du Canada atlantique que chez les ménages de l'Ouest canadien. À l'Est du pays, Terre-Neuve-et-Labrador a affiché les plus faibles proportions de ménages ayant déménagé au cours des douze mois comme des cinq années qui ont précédé le recensement (9 et 27 %, respectivement) (voir le tableau 2), tandis qu'à l'Ouest, l'Alberta a enregistré les proportions les plus élevées pour ces deux périodes (soit 17 et 50 %). L'économie albertaine a connu cinq années d'effervescence jusqu'au Recensement de 2001, moment où le taux de chômage a touché un creux de 4,7 %, après plusieurs années successives de repli. Cet essor économique s'est traduit par une accélération du flux de migrants vers l'Alberta, et en particulier vers sa métropole de Calgary, dont l'expansion a été fulgurante. La situation économique de la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour sa part a été bien moins réjouissante. Aux prises avec un taux de chômage

Tableau 2 Mobilité résidentielle des ménages suivant la province ou le territoire, 2001

	Tous les ménages	Ménages ayant déménagé l'année précédente		Ménages ayant déménagé au cours des 5 années précédentes	
	(nombre)	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)
Canada	10 805 615	1 462 725	13,5	4 559 990	42,2
Terre-Neuve-et-Labrador	181 665	16 945	9,3	49 520	27,3
Île-du-Prince-Édouard	48 070	5 390	11,2	16 440	34,2
Nouvelle-Écosse	339 670	42 165	12,4	122 535	36,1
Nouveau-Brunswick	268 825	30 680	11,4	88 350	32,9
Québec	2 812 775	369 880	13,2	1 144 145	40,7
Ontario	3 981 540	503 370	12,6	1 675 535	42,1
Manitoba	389 815	52 120	13,4	157 775	40,5
Saskatchewan	323 065	46 275	14,3	132 790	41,1
Alberta	1 014 180	175 120	17,3	512 515	50,5
Colombie-Britannique	1 416 725	214 525	15,1	644 130	45,5
Territoires	29 280	6 265	21,4	16 255	55,5
Yukon	10 215	1 810	17,7	5 110	50,0
Territoires du Nord-Ouest	11 990	2 740	22,9	6 805	56,8
Nunavut	7 075	1 715	24,2	4 340	61,3

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement tirés du recensement)

Le Point en recherche

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2001 :
Numéro 14 — Mobilité résidentielle des ménages et besoins impérieux en matière de logement

plutôt élevé (de 16 % en 2001), cette province maritime a perdu bien plus d'habitants qu'elle n'en a gagnés⁶.

Les plus forts taux de mobilité résidentielle au pays ont été enregistrés chez les ménages du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest : près d'un quart d'entre eux habitaient ailleurs un an avant le Recensement de 2001, et environ 60 % d'entre eux avaient déménagé au moins une fois au cours des cinq années qui l'ont précédé.

La nature des déménagements touchant les trois territoires était très différente de ce que l'on a pu observer au niveau des provinces. Dans le Nord, les ménages venus s'installer dans un des territoires en provenance d'ailleurs au pays représentaient 27 % des ménages ayant déménagé durant l'année avant le Recensement de 2001 à l'échelle des trois territoires (voir le tableau 2 en annexe). Au Québec, par contre, seuls 2 % des déménagements étaient attribuables à l'arrivée de ménages de l'extérieur, tandis que la migration intraprovinciale, qui correspond en l'occurrence aux déménagements entre deux villes québécoises, était relativement élevée (39 %). Le reste des changements de domicile au Québec se sont produits au sein d'une même ville.

Sur l'ensemble des régions métropolitaines de recensement (RMR), Calgary se classe en première place en ce qui concerne la mobilité résidentielle des ménages, aussi bien dans l'année (18 %) qu'au cours des cinq années (54 %) antérieures au recensement (voir le tableau 1 en annexe). La plus forte proportion (72 %) des ménages ayant déménagé à Calgary durant l'année qui a précédé le recensement l'avaient fait à l'intérieur de leur subdivision de recensement (voir le tableau 2 en annexe). À l'opposé de cette tendance, la RMR de St. Catharines-Niagara renfermait les ménages les plus « immobiles » du pays, tout juste 11 % d'entre eux ayant déclaré un déménagement dans l'année antérieure au recensement (voir le tableau 1 en annexe).

Les déménagements alourdissent les frais de logement

Parmi les ménages qui ont dit avoir déménagé un an ou moins avant le recensement de 2001, 36 % étaient propriétaires de leur logement et 64 % en étaient locataires (proportions établies à partir des données du tableau 3). Les ménages de propriétaires-occupants qui avaient déménagé durant l'année antérieure au recensement ont déclaré des revenus moyens supérieurs à ceux qui n'avaient pas changé d'adresse.

Tableau 3 Revenu des ménages, frais de logement et rapport frais de logement-revenu (RFLR), selon le mode d'occupation – Canada, 2001

		Ménages (nombre)	Part des ménages (%)	Revenus moyens (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyens (%)
Total	Tous les ménages	10 805 615	100,0	60 976	764	21,3
	n'ayant pas déménagé*	9 342 890	86,5	62 497	754	20,3
	ayant déménagé*	1 462 725	13,5	51 261	831	27,4
Propriétaires	Tous les ménages	7 229 665	100,0	71 946	820	17,9
	n'ayant pas déménagé*	6 702 910	92,7	71 765	799	17,5
	ayant déménagé*	526 750	7,3	74 257	1 097	22,8
Locataires	Tous les ménages	3 575 950	100,0	38 797	649	28,2
	n'ayant pas déménagé*	2 639 975	73,8	38 967	638	27,6
	ayant déménagé*	935 975	26,2	38 319	679	30,0

Notes :

* Les ménages ayant déménagé et n'ayant pas déménagé sont établis selon qu'ils résidaient à la même adresse au moment du Recensement de 2001 qu'un an auparavant.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement tirés du recensement)

⁶ Voir Série « Analyses », Recensement de 2001, Profil de la population canadienne selon la mobilité : les Canadiens en mouvement, Statistique Canada, n° 96F0030XIF2001006 au catalogue.

⁷ La mobilité est évaluée en fonction du lieu de résidence après un déménagement. Les ménages qui ont quitté Terre-Neuve-et-Labrador ne sont pas inclus dans le taux de mobilité des ménages de la province. Le faible taux de mobilité de Terre-Neuve-et-Labrador reflète donc, d'une part, que peu de ménages sont venus s'installer dans la province et, d'autre part, que relativement peu de ménages ont changé de lieu de résidence à l'intérieur de la province.

Tableau 4 Pourcentage des ménages occupant un logement inférieur aux normes, selon qu'ils éprouvent ou non des besoins impérieux en matière de logement Canada – 2001

	Tous les ménages			Ménages n'ayant pas déménagé*			Ménages ayant déménagé*		
	Total (%)	Propriétaire (%)	Locataire (%)	Total (%)	Propriétaire (%)	Locataire (%)	Total (%)	Propriétaire (%)	Locataire (%)
Tous les ménages									
logement non acceptable	30,1	22,0	46,3	28,2	21,4	45,5	41,7	29,6	48,5
prix non abordable	20,2	13,4	33,8	18,4	12,8	32,6	31,4	21,5	37,0
taille non convenable	6,1	3,7	10,8	5,6	3,6	10,5	9,1	4,5	11,7
qualité non convenable	7,8	7,1	9,2	7,8	7,2	9,4	7,9	6,8	8,6
Ménages aux besoins impérieux									
taux de besoins impérieux	13,7	6,6	28,3	12,6	6,5	28,2	21,0	7,4	28,6
prix non abordable	12,3	5,6	25,7	11,1	5,5	25,4	19,4	6,8	26,4
taille non convenable	2,0	0,6	5,0	1,7	0,6	4,7	3,9	1,0	5,6
qualité non convenable	2,1	1,4	3,5	2,0	1,4	3,6	2,5	1,0	3,3

Notes :

* Les ménages ayant déménagé et n'ayant pas déménagé sont établis selon qu'ils résidaient à la même adresse au moment du Recensement de 2001 qu'un an auparavant.

Le pourcentage total des ménages occupant un logement non acceptable, autrement dit inférieur aux normes, ne correspond pas au total des pourcentages d'infractions aux normes individuelles, vu que certains ménages occupent des logements qui ne satisfont pas à deux ou trois normes.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement tirés du recensement)

Les ménages locataires ayant déménagé durant la même année ont, pour leur part, déclaré des revenus inférieurs à ceux qui avaient continué d'occuper le même logement.

Les propriétaires-occupants ayant changé de lieu de résidence avaient des niveaux de revenus supérieurs aux ménages dont l'adresse est demeurée inchangée, mais ils ont aussi eu à faire face à des frais de logement nettement plus élevés. Ceci peut s'expliquer en partie par la proportion grandissante de propriétaires-occupants ayant déménagé qui avaient une dette hypothécaire à rembourser à l'égard de leur habitation : cette proportion était de 80 %, contre 53 % chez ceux qui n'avaient pas déménagé (chiffres découlant des données du tableau 1). L'accroissement de leurs frais de logement n'a pas été compensé par le niveau plus élevé de leurs revenus, dont ils ont en fait dû consacrer une proportion plus importante à ces frais que les ménages qui sont restés au même domicile (voir le tableau 3).

Les ménages locataires qui avaient déménagé au cours des douze mois ayant précédé le recensement ont aussi dit avoir des frais de logement plus élevés que ceux qui n'avaient pas déménagé. Ils avaient par ailleurs un moins bon rapport frais de logement-revenu que les ménages locataires qui ont continué d'occuper le même domicile, vu

qu'ils ont déclaré des revenus légèrement inférieurs et donc consacré une part proportionnellement plus importante de ce revenu à leurs frais de logement.

L'occupation d'un logement inférieur aux normes et les besoins impérieux en matière de logement sont plus fréquents chez les ménages ayant déménagé

La proportion des ménages qui occupaient un logement inférieur aux normes de la SCHL (sur le plan de l'abordabilité, de la qualité et de la taille) après avoir changé d'adresse au cours des douze mois antérieurs au recensement, soit 42 %, était supérieure à celle des ménages qui n'avaient pas déménagé (28 %) (voir le tableau 4). Les ménages ayant déménagé étaient aussi plus susceptibles (31 %) de consacrer au moins 30 % de leur revenu à leur logement que les ménages n'ayant pas déménagé (18 %) et de vivre dans des logements surpeuplés (9 % contre 6 %). L'occupation d'un logement dont la qualité n'était pas convenable est une situation dont la fréquence n'était guère affectée par la mobilité résidentielle : elle a été observée chez 7,9 % des ménages ayant déménagé et chez 7,8 % des ménages n'ayant pas déménagé.

Tableau 5 Mobilité résidentielle des ménages durant l'année antérieure au recensement, selon le mode d'occupation et l'existence ou non de besoins impérieux en matière de logement – Canada, 2001

	Tous les ménages sans égard à l'existence ou non de besoins impérieux			Ménages ayant des besoins impérieux en matière de logements			Ménages sans besoins impérieux en matière de logement		
	Total (Propriétaires)	Locataires		Total (Propriétaires)	Locataires		Total (Propriétaires)	Locataires	
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
ménages n'ayant pas déménagé*	86,5	92,7	73,8	79,4	91,7	73,6	87,6	92,8	73,9
ménages ayant déménagé*	13,5	7,3	26,2	20,6	8,3	26,4	12,4	7,2	26,1

Notes :

* Les ménages ayant déménagé et n'ayant pas déménagé sont établis selon qu'ils résidaient à la même adresse au moment du Recensement de 2001 qu'un an auparavant.

Source : SCHL (indicateur et données sur le logement tirés du recensement)

Les comparaisons ci-dessus relatives au caractère abordable et convenable des logements s'appliquent pareillement aux ménages propriétaires comme aux ménages locataires (voir le tableau 4). En ce qui concerne la qualité convenable ou non, les données font ressortir que tous les ménages qui avaient déménagé, qu'ils soient propriétaires ou locataires, étaient moins susceptibles d'occuper un logement nécessitant des réparations majeures.

La proportion de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement parmi les ménages ayant déménagé durant l'année antérieure au Recensement de 2001, soit 21 %, était nettement supérieure à celle des ménages n'ayant pas déménagé (13 %). Sur l'ensemble des ménages qui avaient changé d'adresse au cours des douze mois antérieurs, 64 % occupaient un logement locatif après leur

déménagement, tandis que seulement 28 % des ménages qui résidaient toujours au même endroit étaient locataires. Étant donné que les ménages locataires courent un bien plus grand risque que d'autres de se trouver en situation de besoins impérieux en matière de logement* et que près des deux tiers des ménages ayant déménagé se sont installés dans un logement locatif, il n'y a rien d'étonnant à ce que la proportion de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement ait été plus importante parmi ceux qui avaient déménagé. Parmi les ménages ayant le même mode d'occupation, la fréquence des besoins impérieux en matière de logement était similaire, quoique légèrement plus élevée, chez ceux qui avaient changé de lieu de résidence que chez ceux qui avaient continué d'habiter au même endroit (voir le tableau 4).

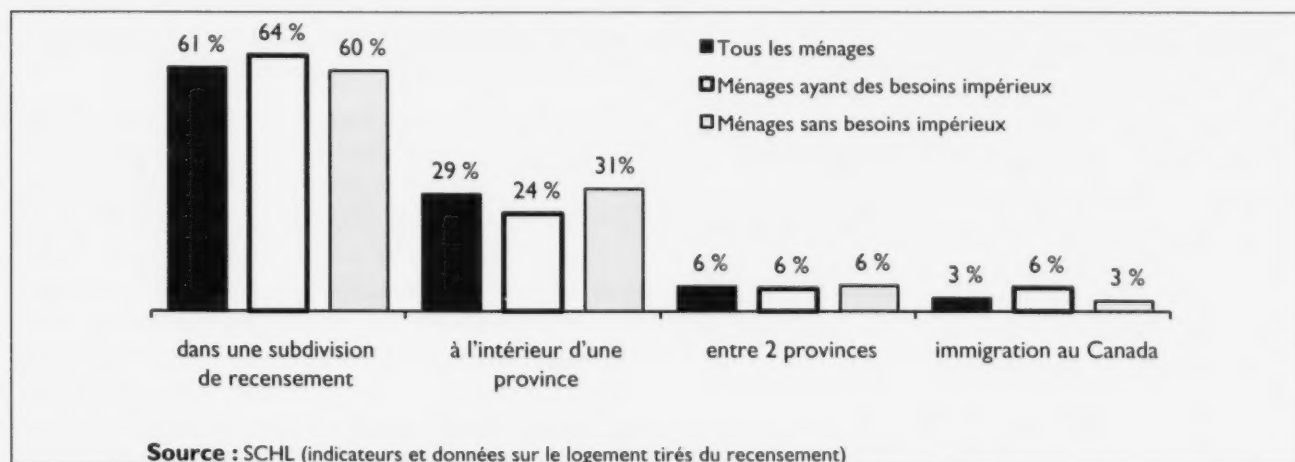
**Figure 3** Répartition des ménages ayant déménagé durant l'année antérieure au Recensement de 2001, selon l'existence ou non de besoins impérieux en matière de logement – Canada, 2001

Tableau 6 Pourcentage des ménages ayant déménagé durant l'année antérieure au Recensement de 2001, selon l'existence ou non de besoins impérieux en matière de logement et selon que leur principal soutien soit membre de la population active ou non – Canada, 2001

	Tous les ménages			Ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement			Ménages sans besoins impérieux en matière de logement		
	Total (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)	Total (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)	Total (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)
Total	13,5	7,3	26,2	20,6	8,3	26,4	12,4	7,2	26,1
non membre de la population active	8,3	3,7	17,0	14,3	5,0	18,6	6,5	3,5	15,7
membre de la population active	15,9	8,8	30,6	27,2	11,6	34,5	14,7	8,7	29,5
sans emploi	22,1	8,8	34,6	29,1	10,4	34,0	19,4	8,6	35,1
avec un emploi	15,5	8,8	30,2	26,9	11,7	34,6	14,5	8,7	29,2
à plein temps	15,4	9,0	30,0	27,6	12,3	35,8	14,4	8,9	28,9
à temps partiel	16,3	7,6	31,0	24,8	9,7	31,3	14,6	7,5	30,8

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement tirés du recensement)

L'influence qu'exerce la proportion plus élevée de locataires parmi les ménages ayant déménagé est aussi évidente au moment d'examiner les ménages en situation de besoins impérieux selon la norme ou les normes de la SCHL que leur logement enfreint. Qu'ils aient déménagé ou non, les ménages locataires en situation de besoins impérieux se heurtent tous, à peu de chose près, à la même fréquence de problèmes concernant le caractère convenable (sur le plan de la qualité et de la taille) et abordable de leur logement. La même chose vaut pour les ménages propriétaires. Néanmoins, vu que la proportion de locataires est plus importante parmi les ménages ayant déménagé que parmi les ménages n'ayant pas déménagé, les premiers sont représentés en plus grand nombre parmi les ménages dont le logement enfreint une ou plusieurs des normes prises en considération (voir le tableau 4).

La mobilité résidentielle des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement

Les besoins impérieux en matière de logement frappaient 1,48 million de ménages en 2001, parmi lesquels 21 % avaient déménagé durant l'année antérieure au recensement, alors que 12 % des ménages n'éprouvant pas de tels besoins avaient déménagé durant la même période (voir le tableau 5). Les ménages locataires en situation de besoins impérieux étaient plus susceptibles (26 %) d'avoir changé d'adresse au cours des

douze mois antérieurs au recensement que les ménages propriétaires se heurtant au même type de besoins (8 %)⁸.

Près des deux tiers (64 %) des ménages ayant déménagé qui se trouvaient en situation de besoins impérieux en matière de logement avaient changé de lieu de résidence à l'intérieur de leur subdivision de recensement, contre 60 % des ménages ayant déménagé qui n'avaient pas de tels besoins (voir la figure 3). Seulement 24 % des ménages en situation de besoins impérieux vivaient auparavant dans une autre province, contre 31 % des ménages ayant déménagé qui occupaient un logement acceptable. Les ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement incluaient une proportion plus importante d'immigrants au Canada (6 %) que les ménages occupant ou capables d'obtenir un logement acceptable (3 %). Ceci s'explique sans doute par le fait que certains ménages qui n'étaient arrivés au Canada que de récente date ont au départ eu du mal à se loger convenablement.

Les ménages dont le principal soutien ne fait pas partie de la population active sont moins mobiles

Les ménages dont le principal soutien ne faisait pas partie de la population active étaient nettement moins nombreux à avoir déménagé durant l'année antérieure au recensement (8 %) que ceux dont le

⁸ La proportion de ménages locataires en situation de besoins impérieux était, en 2001, de 28,3 % tandis que celle des ménages propriétaires était de 6,6 %.

⁹ Ces ménages étaient en situation de besoins impérieux au moment du Recensement de 2001, mais les données recueillies ne permettent pas d'établir s'ils se trouvaient dans une telle situation là où ils résidaient auparavant.

principal soutien en faisait partie (16 %) (voir le tableau 6). La plupart des principaux soutiens d'un ménage ne faisant pas partie de la population active étaient des personnes âgées, et ces dernières sont moins portées à déménager que les personnes plus jeunes. La proportion des ménages propriétaires de leur logement ayant déménagé au cours des 12 mois antérieurs au recensement et dont le principal soutien était un membre de la population active était la même (9 %), que cette personne ait occupé un emploi ou non. Par contre, les ménages locataires dont le principal soutien était une personne au chômage étaient plus susceptibles (35 %) que ceux dont le principal soutien était un travailleur (30 %) d'avoir déménagé durant l'année qui a précédé le Recensement de 2001¹⁰.

Le taux de mobilité résidentielle était plus élevé chez les ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement que chez ceux qui n'éprouvaient pas de tels besoins, sans égard à la situation de leur principal soutien par rapport à la population active. Parmi les ménages dont le principal soutien n'était pas membre de la population active, ceux qui éprouvaient des besoins impérieux en matière de logement étaient plus que doublement susceptibles d'avoir déménagé que ceux qui occupaient un logement acceptable : leurs taux de mobilité résidentielle étaient de 14 % contre 6,5 %, respectivement (voir le tableau 6). Pareillement, les ménages en situation de besoins impérieux dont le principal soutien faisait partie de la population active avaient un taux de mobilité résidentielle près de deux fois supérieur (27 %) à celui des ménages qui n'éprouvaient pas de tels besoins (15 %).

La mobilité résidentielle des ménages immigrants

Les ménages immigrants¹¹ sont proportionnellement plus nombreux à avoir déménagé durant l'année qui a précédé le recensement que les ménages non immigrants. Néanmoins, on a pu observer que la probabilité d'un déménagement diminuait au fil des années après l'immigration au Canada. Parmi les ménages d'immigrants récents (dont l'arrivée au Canada remonte à la période 1996-2001), 18 % ont déclaré un changement d'adresse au cours des douze mois ayant précédé le recensement, par comparaison à 6 % des ménages qui ont immigré au pays avant 1996 (voir la figure 4).

Environ un quart (23 %) des ménages d'immigrants récents ayant déclaré avoir déménagé étaient venus s'installer au Canada durant l'année qui a précédé le recensement (voir la figure 5). Les autres ménages d'immigrants récents qui ont dit avoir changé d'adresse au

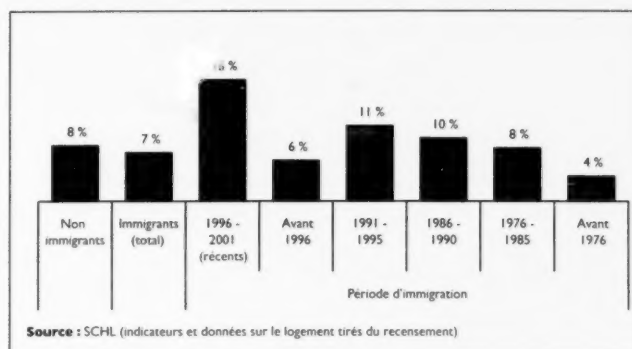


Figure 4 Taux de mobilité durant l'année antérieure au recensement, selon le statut d'immigrant et la période d'immigration – Canada, 2001

cours de ces douze mois l'ont fait à l'intérieur du pays, et pour la plupart (56 %) au sein de la même ville. Environ un cinquième de ces ménages (21 %) avaient élu domicile dans une nouvelle ville, soit dans la même province, soit ailleurs au Canada.

Les conditions de logement des ménages immigrants

Les ménages immigrants qui avaient déménagé durant l'année antérieure au recensement étaient deux fois plus susceptibles (28 %) d'éprouver des besoins impérieux en matière de logement que les ménages immigrants n'ayant pas déménagé (17 %) (voir le tableau 7). La même différence a pu être observée chez les ménages non immigrants, de même que chez les ménages locataires et propriétaires; la différence au niveau de la fréquence des besoins impérieux en matière de logement selon que les ménages avaient déménagé ou non était toutefois plus marquée chez les ménages immigrants.

Les ménages autochtones ayant déménagé courent un plus grand risque d'occuper un logement non conforme aux normes

Environ 23 % des ménages autochtones vivant hors réserves¹² ont déclaré avoir déménagé durant l'année antérieure au recensement, proportion qui dépasse de dix points de pourcentage celle des ménages non autochtones (13 %). Le mode d'occupation s'est avéré être un indicateur clé de la mobilité des ménages autochtones, tout comme il l'est pour les

¹⁰ La situation du principal soutien d'un ménage par rapport à la population active est celle qui a été déclarée au moment du recensement : elle peut être différente de sa situation avant ou juste après un déménagement.

¹¹ Les ménages immigrants sont ceux dont le principal soutien a immigré au Canada (autrement dit, a officiellement obtenu le droit de s'établir au pays). Les ménages de nouveaux immigrants sont ceux dont le principal soutien a obtenu la permission de s'établir au Canada au cours des cinq années qui ont précédé le Recensement de 2001, donc dit qui est arrivé au Canada entre 1996 et 2001. Pour de plus amples renseignements sur les conditions de logement des ménages immigrants, veuillez vous reporter au *Point de recherche* série socio-économique 04-042, numéro 7 : *Ménages immigrants*.

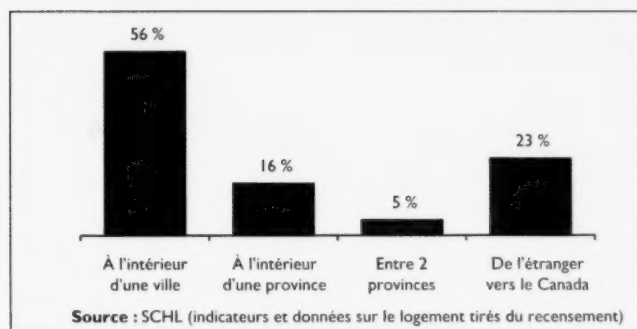


Figure 5 Nature des déménagements effectués par les ménages d'immigrants récents arrivés au pays entre 1996 et 2001) durant l'année antérieure au recensement – Canada, 2001

autres ménages. Les ménages autochtones locataires (36 %) sont quatre fois plus susceptibles d'avoir changé d'adresse au cours des douze mois qui ont précédé le recensement que les ménages autochtones propriétaires de leur logement (10 %).

Comme nous l'avons observé un peu plus tôt, les ménages dont le principal soutien est une jeune personne ont une mobilité résidentielle relativement plus importante que ceux dont le principal soutien est

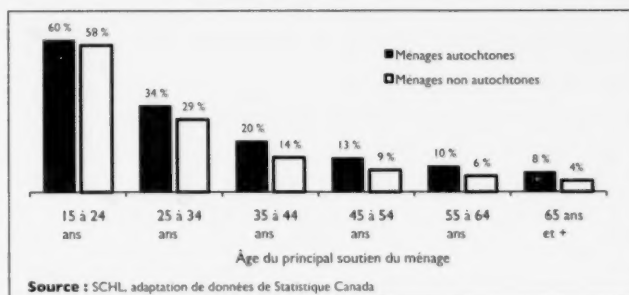


Figure 6 Taux de mobilité résidentielle durant l'année antérieure au recensement, selon que les ménages sont autochtones ou non et selon l'âge de leur principal soutien – Canada 2001

quelqu'un d'âge. Étant donné que la population autochtone est, en moyenne, plus jeune que la population non autochtone, il n'est pas étonnant de constater que le taux de mobilité résidentielle des ménages autochtones est supérieur à celui des autres ménages. Ceci étant dit, les ménages autochtones sont plus mobiles, tous groupes d'âge confondus, que les ménages non autochtones (voir la figure 6).

Tableau 7 Fréquence des besoins impérieux en matière de logement, selon le mode d'occupation, la mobilité résidentielle durant l'année antérieure au recensement et la période d'immigration – Canada, 2001

	Ménages n'ayant pas déménagé*			Ménages ayant déménagé*		
	Total (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)	Total (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)
Total	12,6	6,5	28,2	21,0	7,4	28,6
Non immigrants	11,3	5,6	26,0	19,2	5,7	26,4
Immigrants	17,1	9,5	35,3	27,7	13,3	38,7
avant 1976	12,9	8,0	33,6	19,0	8,8	31,6
entre 1976 et 1985	16,0	8,8	33,2	20,6	10,4	29,8
entre 1986 et 1990	20,9	11,2	35,5	24,6	13,4	34,5
entre 1991 et 1995	25,7	15,9	36,3	28,8	16,6	37,9
entre 1996 et 2001 (récents)	33,2	20,7	39,9	41,7	22,5	48,8

Notes :

* Les ménages ayant déménagé et n'ayant pas déménagé sont établis selon qu'ils résidaient à la même adresse au moment du Recensement de 2001 qu'un an auparavant.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement tirés du recensement)

¹² Sont considérés comme Autochtones les ménages non familiaux où au moins 50 % des personnes se sont identifiées comme Autochtones et les ménages familiaux qui répondent à au moins l'un des deux critères suivants : au moins un des membres du couple, marié ou vivant en union libre, ou encore un parent seul s'est identifié comme Autochtone, ou au moins 50 % des membres du ménage se sont identifiés comme Autochtones.

Les conditions de logement des ménages autochtones ayant déménagé

Les ménages autochtones ayant déménagé au cours des douze mois qui ont précédé le recensement éprouvaient proportionnellement plus souvent des besoins impérieux en matière de logement (53 %) que les ménages autochtones n'ayant pas déménagé (40 %) (voir le tableau 8). Cette différence au niveau des besoins impérieux en fonction de la mobilité résidentielle a également été relevée selon que les ménages étaient locataires ou propriétaires. Les ménages autochtones qui avaient changé d'adresse couraient un plus grand risque d'occuper un logement non conforme aux normes en matière d'abordabilité et de taille convenable, mais leur risque d'occuper un logement en mauvais état était moindre que celui des ménages n'ayant pas déménagé.

Les ménages autochtones ayant déménagé durant l'année antérieure au recensement étaient plus susceptibles de se trouver en situation de besoins impérieux en matière de logement (34 %) que les ménages autochtones n'ayant pas déménagé (21 %) (voir le tableau 8). La

constatation était la même, que les ménages aient été locataires ou propriétaires de leur logement.

Résumé

Quatorze pour cent des ménages canadiens ont déclaré avoir déménagé au moins une fois durant l'année antérieure au Recensement de 2001, et environ 42 % ont déclaré avoir changé de domicile au moins une fois entre 1996 et 2001. Le taux de mobilité résidentielle des ménages locataires était nettement supérieur à celui des ménages propriétaires, plus d'un quart des premiers (26 %) ayant changé d'adresse au cours des douze mois qui ont précédé le recensement, contre seulement 7 % des seconds.

Certains sous-groupes de la population ont eu tendance à déménager assez fréquemment, y compris les jeunes ménages, les ménages d'immigrants récents et les ménages autochtones. Au sein de chacun de ces sous-groupes, les ménages ayant déménagé, qu'ils soient locataires ou propriétaires, éprouvaient plus souvent des besoins impérieux en matière de logement que ceux n'ayant pas déménagé.

Tableau 8 Pourcentage des ménages autochtones occupant un logement inférieur aux normes, selon qu'ils éprouvent ou non des besoins impérieux en matière de logement – Canada, 2001

	Tous les ménages autochtones			Ménages autochtones n'ayant pas déménagé*			Ménages autochtones ayant déménagé*		
	Total (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)	Total (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)	Total (%)	Propriétaires (%)	Locataires (%)
Tous les ménages									
Logement non acceptable	43,3	31,7	54,8	40,3	31,3	52,8	53,4	35,1	58,3
prix non abordable	25,7	14,8	36,4	22,0	14,2	32,9	37,9	20,2	42,7
qualité non convenable	11,9	6,9	16,8	10,7	6,9	16,1	15,6	7,3	17,8
taille non convenable	15,8	15,2	16,3	16,3	15,5	17,4	14,0	12,9	14,2
Ménages ayant des besoins impérieux									
de besoins impérieux	24,0	10,2	37,7	20,9	10,1	36,1	34,2	11,3	40,4
prix non abordable	19,2	7,1	31,2	15,9	6,9	28,7	29,8	8,8	35,5
qualité non convenable	5,8	1,8	9,9	4,9	1,7	9,4	9,0	2,1	10,9
taille non convenable	6,5	4,1	8,9	6,4	4,2	9,5	6,9	3,4	7,8

Notes :

* Les ménages ayant déménagé et n'ayant pas déménagé sont établis selon qu'ils résidaient à la même adresse au moment du Recensement de 2001 qu'un an auparavant.

Le pourcentage total des ménages occupant un logement non acceptable, autrement dit inférieur aux normes, ne correspond pas au total des pourcentages d'infractions aux normes individuelles, vu que certains ménages occupent des logements qui ne satisfont pas à deux ou trois normes.

Source : SCHL (indicateurs et données sur le logement tirés du recensement)

Globalement, les ménages ayant déménagé au cours des douze mois qui ont précédé le recensement avaient des revenus plus bas et un taux de besoins impérieux en matière de logement plus élevé que les ménages n'ayant pas déménagé. Cette différence est en grande partie attribuable au mode d'occupation des logements des ménages qui ont changé d'adresse. Les ménages locataires ont, en moyenne, des revenus inférieurs et des besoins impérieux en matière de logement plus fréquents que les ménages qui sont propriétaires de leur habitation. Comme la vaste majorité des ménages ayant déménagé étaient locataires, la proportion des ménages ayant déménagé qui éprouvaient des besoins impérieux en matière de logement était nettement plus élevée que celle des ménages n'ayant pas déménagé. Aussi bien les ménages propriétaires que les ménages locataires qui ont dit avoir changé de lieu de résidence durant l'année antérieure au Recensement de 2001 couraient un plus grand risque d'occuper un logement non conforme aux normes en matière d'abordabilité et de taille convenable, mais leur risque d'occuper un logement en mauvais état était moindre que celui des ménages n'ayant pas déménagé.

Définitions :

Le mot « **ménages** » désigne les ménages privés, qui excluent par définition les personnes vivant dans des logements collectifs (voir Statistique Canada, **Dictionnaire du Recensement de 2001**, n° 92-378-XIF au catalogue, pages 213-217).

Le **principal soutien du ménage** s'entend de la personne qui est principalement responsable du paiement des importantes dépenses du ménage, comme le loyer ou les versements hypothécaires, les impôts, l'électricité, etc. Si cette responsabilité n'incombe pas spécifiquement à qui que ce soit au sein du ménage, la personne dont le nom est inscrit à l'endroit de la « Personne 1 » sur le questionnaire de recensement est considérée être le principal soutien du ménage. Pour qu'une personne désignée comme responsable des paiements du ménage soit considérée comme soutien du ménage, elle doit être âgée de 15 ans et plus et avoir un lien avec la « Personne 1 » autre que chambreur ou employé (ou autre que membre de la famille de recensement du chambreur ou de l'employé).

Les ménages sont dénombrés comme **ayant déménagé ou non**, selon la mobilité résidentielle de leur principal soutien. Un ménage est dénombré parmi ceux qui ont déménagé si son principal soutien vivait ailleurs un an ou cinq ans avant le recensement, selon le cas. Les **taux de mobilité résidentielle** correspondent à la proportion des principaux soutiens des ménages qui ont déclaré avoir déménagé au moins une fois durant la période de référence.

Sont ici qualifiés de « **ménages immigrants** » les ménages ayant pour principal soutien une personne immigrante (c'est-à-dire une personne à laquelle les services d'immigration ont accordé le droit de vivre au Canada de façon permanente). Les ménages d'**immigrants récents** sont les ménages dont le principal soutien est venu s'installer au Canada au cours des cinq années qui ont précédé le recensement (c'est-à-dire, entre janvier 1996 et le 15 mai 2001).

Un **ménage autochtone** se définit en fonction de l'une des caractéristiques suivantes : 1) tout ménage non familial dont au moins la moitié des membres se déclarent Autochtones; 2) tout ménage familial qui satisfait à au moins un des critères suivants : au moins un conjoint, conjoint de fait ou parent seul se déclare Autochtone; au moins la moitié des membres se déclarent Autochtones.

Les données sur les ménages utilisées pour examiner les **besoins impérieux en matière de logement** ne tiennent pas compte des ménages agricoles, des ménages faisant partie d'une bande et des ménages vivant dans les réserves (le recensement ne recueillant pas de données sur les frais de logement de ces ménages), des ménages ayant un revenu inférieur ou égal à zéro ni des ménages dont les frais de logement sont supérieurs ou égaux à leur revenu. Parmi les 11,6 millions de ménages dénombrés lors du Recensement de 2001, 10,8 millions étaient des ménages non agricoles, ne faisant pas partie d'une bande, vivant hors réserves, dont le RFLR se prêtait à une interprétation relative à l'abordabilité du logement.

Les ménages canadiens sont considérés comme étant en situation de **besoins impérieux en matière de logement** s'ils n'occupent pas, et n'ont pas les moyens de se payer, un logement acceptable. L'expression « **logement acceptable** » désigne un logement abordable, de qualité et de taille convenables.

- Un logement est de **qualité convenable** si, de l'avis de ses occupants, il ne nécessite aucune réparation majeure.
- Un logement est de **taille convenable** s'il inclut suffisamment de chambres pour répondre aux besoins du ménage qui l'occupe, compte tenu de la taille et de la composition de celui-ci, conformément aux Normes nationales d'occupation (NNO).
- Un logement est **abordable** si un ménage y consacre moins de 30 % de son revenu avant impôt.

Selon la **Norme nationale d'occupation**, « suffisamment de chambres » signifie une chambre pour chacune des catégories d'occupants suivants : couple d'adultes qui cohabitent, personne seule de 18 ans ou plus faisant partie du ménage, deux enfants de même sexe âgés de moins de 18 ans; fille ou garçon additionnel dans la famille, sauf s'il y a deux

Le Point en recherche

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2001 :
Numéro 14 — Mobilité résidentielle des ménages et besoins impérieux en matière de logement

enfants de sexe opposé âgés de moins de cinq ans, qui peuvent partager la même chambre. Un ménage composé d'une personne seule peut occuper un studio (c'est-à-dire un logement sans chambre distincte).

Les **frais de logement** incluent ce qui suit : chez les locataires, le loyer et tout paiement effectué pour l'électricité, le chauffage, l'eau et d'autres services municipaux, le cas échéant, et chez les propriétaires, les versements hypothécaires (principal et intérêts), les impôts fonciers et les éventuelles charges de copropriété, de même que les paiements effectués pour l'électricité, le chauffage, l'eau et les autres services municipaux. Les données sur le **revenu** recueillies lors du Recensement du Canada sont celles de l'année civile ayant précédé le recensement, tandis que les données sur les frais de logement sont celles de l'année du recensement. Les **rapports des frais de logement au revenu** sont établis directement à partir de ces données, c'est-à-dire en comparant les frais de logement de l'année du recensement avec le revenu de l'année précédente.

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2001 :
Numéro 14 — Mobilité résidentielle des ménages et besoins impérieux en matière de logement

Annexe - Tableau I Taux de mobilité résidentielle par mode d'occupation – Canada, provinces, territoires et régions métropolitaines de recensement (RMR), 2001

	Tous modes d'occupation			Propriétaires			Locataires		
	Total des ménages (nombre)	Taux de mobilité sur 1 an (%)	Taux de mobilité sur 5 ans (%)	Total des ménages (nombre)	Taux de mobilité sur 1 an (%)	Taux de mobilité sur 5 ans (%)	Total des ménages (nombre)	Taux de mobilité sur 1 an (%)	Taux de mobilité sur 5 ans (%)
Canada	10 805 615	13,5	42,2	7 229 665	7,3	30,4	3 575 950	26,2	66,0
Toutes les RMR	7 048 895	14,2	44,9	4 432 175	7,9	32,7	2 616 755	25,0	65,4
Terre-Neuve-et-Labrador	181 665	9,3	27,3	143 875	4,5	17,5	37 790	27,7	64,4
St. John's	62 120	13,4	39,7	44 025	7,1	28,8	18 095	28,8	66,3
Île-du-Prince-Édouard	48 070	11,2	34,2	35 365	5,5	22,3	12 705	27,0	67,3
Nouvelle-Écosse	339 670	12,4	36,1	245 760	5,6	23,7	93 910	30,3	68,4
Halifax	137 480	16,7	46,6	87 190	7,8	32,3	50 285	32,1	71,6
Nouveau-Brunswick	268 825	11,4	32,9	203 240	5,4	21,9	65 585	30,0	66,9
Saint John	46 340	13,4	38,2	31 650	6,6	25,5	14 690	28,1	65,8
Québec	2 812 775	13,2	40,7	1 658 060	6,1	25,2	1 154 710	23,3	62,8
Saguenay	58 885	11,0	36,0	37 560	5,2	23,2	21 330	21,2	58,5
Québec	282 195	14,1	41,5	159 405	5,9	24,5	122 790	24,8	63,5
Sherbrooke	62 760	17,7	48,2	33 305	7,0	29,9	29 455	29,8	68,9
Trois-Rivières	56 360	13,2	38,7	32 930	5,2	21,9	23 430	24,5	62,4
Montréal	1 344 730	14,1	44,7	692 560	6,9	28,2	652 170	21,7	62,3
Gatineau	99 425	16,0	45,1	62 870	8,5	29,9	36 555	28,9	71,2
Ontario	3 981 540	12,6	42,1	2 748 875	7,9	32,6	1 232 670	23,2	63,3
Ottawa-Gatineau	399 320	15,0	46,5	250 975	9,1	33,2	148 345	25,1	69,0
Ottawa	299 900	14,7	47,0	188 105	9,4	34,3	111 795	23,8	68,3
Kingston	55 200	16,3	46,2	36 065	7,8	31,5	19 140	32,5	73,8
Oshawa	100 510	12,4	43,8	76 895	9,2	38,0	23 620	22,7	62,7
Toronto	1 548 530	12,5	44,0	1 002 420	8,8	35,8	546 120	19,3	59,1
Hamilton	241 035	12,2	40,9	168 400	7,5	31,9	72 635	22,9	61,8
St. Catharines-Niagara	143 595	10,7	36,0	106 515	6,1	26,6	37 080	24,0	62,9
Kitchener	147 555	14,3	46,4	99 910	8,5	35,8	47 650	26,5	68,7
London	163 615	15,6	45,4	105 280	7,7	31,4	58 340	29,9	70,6
Windsor	112 700	12,6	42,9	82 425	7,3	33,6	30 275	27,2	68,1
Grand Sudbury	59 870	13,2	36,9	40 350	5,5	22,8	19 520	29,1	66,2
Thunder Bay	47 255	11,3	34,4	34 760	5,1	23,2	12 490	28,5	65,4

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2001 :
Numéro 14 — Mobilité résidentielle des ménages et besoins impérieux en matière de logement

Annexe - Tableau I (suite) Taux de mobilité résidentielle par mode d'occupation – Canada, provinces, territoires et régions métropolitaines de recensement (RMR), 2001

	Tous modes d'occupation			Propriétaires			Locataires		
	Total des ménages (nombre)	Taux de mobilité sur 1 an (%)	Taux de mobilité sur 5 ans (%)	Total des ménages (nombre)	Taux de mobilité sur 1 an (%)	Taux de mobilité sur 5 ans (%)	Total des ménages (nombre)	Taux de mobilité sur 1 an (%)	Taux de mobilité sur 5 ans (%)
Manitoba	389 815	13,4	40,5	271 170	6,8	28,5	118 645	28,4	67,9
Winnipeg	259 380	14,1	42,1	172 525	7,1	28,8	86 850	28,0	68,3
Saskatchewan	323 065	14,3	41,1	230 835	7,0	29,6	92 235	32,6	69,9
Regina	73 110	15,1	43,0	50 850	7,5	30,9	22 260	32,5	70,6
Saskatoon	84 210	17,6	49,1	55 785	8,6	36,0	28 430	35,4	74,6
Alberta	1 014 180	17,3	50,5	719 305	9,9	40,1	294 880	35,3	76,0
Calgary	341 505	18,1	54,4	244 285	11,1	45,6	97 220	35,9	76,6
Edmonton	338 490	17,2	49,1	227 765	9,1	36,1	110 730	33,8	75,9
Colombie-Britannique	1 416 725	15,1	45,5	958 050	7,1	32,4	458 680	31,9	72,8
Abbotsford	47 820	15,1	47,0	34 370	7,9	35,5	13 450	33,7	76,4
Vancouver	707 155	15,1	47,0	442 185	7,1	33,0	264 970	28,6	70,4
Victoria	127 170	16,7	45,9	81 790	7,2	30,6	45 385	33,7	73,3
Yukon	10 215	17,7	50,0	6 945	8,8	37,7	3 265	36,6	76,4
Territoires du Nord-Ouest	11 990	22,9	56,8	6 485	11,7	40,6	5 505	35,9	75,8
Nunavut	7 075	24,2	61,3	1 710	7,9	40,6	5 365	29,5	68,0

Notes :
Comprend les ménages privés, non agricoles, les ménages n'appartenant pas à une bande et ceux ne vivant pas dans une réserve, dont le revenu est supérieur à zéro, et dont le rapport frais de logement-revenu est inférieur à 100 %.

Une description complète des termes et des concepts se trouve dans la section « Définitions », à la fin du présent Point en recherche.

Source : SCHL (indicateurs et données tirés du recensement)

Annexe - Tableau 2 Répartition des ménages qui ont déménagé un an avant le Recensement de 2001 – Canada, provinces, territoires et RMR, 2001

	Ménages qui déménagent (nombre)	Ménages non migrants* (%)	Déménagements intraprovinciaux (%)	Déménagements interprovinciaux (%)	Déménagements internationaux (%)
Canada	1 462 725	61,1	29,4	6,2	3,3
Toutes les RMR	1 003 330	63,6	26,3	5,8	4,3
Terre-Neuve-et-Labrador	16 945	57,6	27,6	13,5	1,4
St. John's	8 350	62,6	25,6	9,9	1,9
Île-du-Prince-Édouard	5 385	58,7	22,6	16,7	2,1
Nouvelle-Écosse	42 165	68,2	16,7	13,2	1,9
Halifax	22 895	73,7	8,3	15,6	2,4
Nouveau-Brunswick	30 675	61,6	26,2	10,9	1,3
Saint John	6 230	69,5	19,4	9,4	1,7
Québec	369 880	56,0	39,2	2,3	2,5
Saguenay	6 490	68,5	29,3	1,2	0,8
Québec	39 880	54,4	42,7	1,5	1,4
Sherbrooke	11 100	56,4	40,1	1,6	1,8
Trois-Rivières	7 445	55,9	43,3	0,5	0,4
Montréal	189 225	57,1	36,4	2,4	4,0
Gatineau	15 875	54,4	31,8	11,4	2,3
Ontario	503 370	62,2	28,9	4,6	4,3
Ottawa-Gatineau	60 095	63,9	19,1	12,2	4,7
Ottawa	44 220	67,3	14,6	12,5	5,6
Kingston	9 020	61,5	27,8	7,3	3,4
Oshawa	12 450	48,5	48,0	2,6	0,9
Toronto	193 405	64,0	25,3	3,8	6,8
Hamilton	29 300	64,2	28,8	3,3	3,8
St. Catharines-Niagara	15 340	63,4	31,2	2,6	2,8
Kitchener	21 130	61,2	31,7	3,9	3,1
London	25 560	69,2	24,4	3,2	3,2
Windsor	14 240	66,0	25,0	3,5	5,3
Grand Sudbury	7 905	78,2	17,8	3,2	0,8
Thunder Bay	5 320	73,0	17,9	7,7	1,4

Annexe - Tableau 2 Répartition des ménages qui ont déménagé un an avant le Recensement de 2001 – Canada, provinces, territoires et RMR, 2001

	Ménages qui déménagent (nombre)	Ménages non migrants* (%)	Déménagements intraprovinciaux (%)	Déménagements interprovinciaux (%)	Déménagements internationaux (%)
Manitoba	52 120	71,3	18,0	8,4	2,3
Winnipeg	36 495	78,8	11,2	7,7	2,3
Saskatchewan	46 275	63,5	26,0	8,9	1,6
Regina	11 040	72,6	17,8	7,9	1,7
Saskatoon	14 860	70,4	19,1	7,8	2,7
Alberta	175 120	64,3	20,5	12,5	2,8
Calgary	61 910	72,9	10,3	12,8	4,0
Edmonton	58 060	67,3	19,5	10,5	2,7
Colombie-Britannique	214 525	60,5	28,0	7,3	4,2
Abbotsford	7 235	61,4	30,0	6,2	2,4
Vancouver	107 120	60,1	26,9	6,4	6,6
Victoria	21 230	65,4	23,0	8,8	2,9
Yukon	1 810	66,0	10,5	21,8	1,9
Territoires du Nord-Ouest	2 740	60,4	10,4	28,1	0,9
Nunavut	1 710	57,3	13,2	28,9	1,2

Notes :

* Sont désignés comme « non migrants » les ménages qui ont déménagé au sein d'une même subdivision de recensement.

Comprend les ménages privés, non agricoles, les ménages n'appartenant pas à une bande et ceux ne vivant pas dans une réserve, dont le revenu est supérieur à zéro, et dont le rapport frais de logement-revenu est inférieur à 100 %.

Une description complète des termes et des concepts se trouve dans la section « Définitions », à la fin du présent Point en recherche.

Source : SCHL (indicateurs et données tirés du recensement)

Annexe - Tableau 3 Proportion des ménages en situation de besoins impérieux parmi ceux qui ont déménagé ou non durant l'année, selon leur mode d'occupation – Canada, provinces, territoires et RMR, 2001

		Total			Propriétaires			Locataires		
		Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)	Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)	Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)
Canada	Tous les ménages	10 805 615	1 485 335	13,7	7 229 665	473 850	6,6	3 575 950	1 011 490	28,3
	n'ayant pas déménagé	9 342 890	1 178 710	12,6	6 702 915	434 715	6,5	2 639 980	743 995	28,2
	ayant déménagé	1 462 725	306 630	21,0	526 750	39 135	7,4	935 975	267 495	28,6
Toutes les RMR	Tous les ménages	7 048 895	1 033 370	14,7	4 432 180	286 900	6,5	2 616 720	746 460	28,5
	n'ayant pas déménagé	6 045 580	820 765	13,6	4 081 950	260 645	6,4	1 963 615	560 115	28,5
	ayant déménagé	1 003 315	212 605	21,2	350 210	26 275	7,5	653 115	186 325	28,5
Terre-Neuve-et-Labrador	Tous les ménages	181 665	26 605	14,6	143 875	13 460	9,4	37 795	13 150	34,8
	n'ayant pas déménagé	164 715	22 815	13,9	137 410	13 025	9,5	27 310	9 785	35,8
	ayant déménagé	16 950	3 790	22,4	6 460	430	6,7	10 485	3 360	32,0
St. John's	Tous les ménages	62 120	8 375	13,5	44 025	2 370	5,4	18 095	6 005	33,2
	n'ayant pas déménagé	53 770	6 680	12,4	40 885	2 245	5,5	12 880	4 435	34,4
	ayant déménagé	8 350	1 700	20,4	3 145	130	4,1	5 215	1 570	30,1
Île-du-Prince-Édouard	Tous les ménages	48 065	6 200	12,9	35 365	2 375	6,7	12 705	3 820	30,1
	n'ayant pas déménagé	42 680	5 005	11,7	33 400	2 220	6,6	9 275	2 785	30,0
	ayant déménagé	5 390	1 195	22,2	1 955	155	7,9	3 430	1 035	30,2
Nouvelle-Écosse	Tous les ménages	339 670	51 590	15,2	245 765	19 795	8,1	93 910	31 790	33,9
	n'ayant pas déménagé	297 505	41 630	14,0	232 040	18 770	8,1	65 465	22 855	34,9
	ayant déménagé	42 165	9 960	23,6	13 725	1 030	7,5	28 445	8 935	31,4
Halifax	Tous les ménages	137 480	22 385	16,3	87 195	6 010	6,9	50 285	16 375	32,6
	n'ayant pas déménagé	114 585	17 155	15,0	80 430	5 590	7,0	34 155	11 565	33,9
	ayant déménagé	22 900	5 230	22,8	6 765	420	6,2	16 130	4 810	29,8
Nouveau-Brunswick	Tous les ménages	268 825	29 985	11,2	203 240	12 580	6,2	65 585	17 410	26,5
	n'ayant pas déménagé	238 150	23 870	10,0	192 220	11 780	6,1	45 935	12 085	26,3
	ayant déménagé	30 680	6 120	19,9	11 020	795	7,2	19 655	5 320	27,1
Saint John	Tous les ménages	46 340	5 190	11,2	31 650	1 460	4,6	14 685	3 730	25,4
	n'ayant pas déménagé	40 110	3 915	9,8	29 550	1 345	4,6	10 560	2 570	24,3
	ayant déménagé	6 225	1 275	20,5	2 100	120	5,7	4 125	1 160	28,1
Québec	Tous les ménages	2 812 775	352 350	12,5	1 658 060	74 660	4,5	1 154 710	277 695	24,0
	n'ayant pas déménagés	2 442 895	283 650	11,6	1 557 040	69 960	4,5	885 855	213 695	24,1
	ayant déménagé	369 880	68 700	18,6	101 025	4 700	4,7	268 855	64 000	23,8
Saguenay	Tous les ménages	58 885	6 615	11,2	37 560	1 390	3,7	21 335	5 225	24,5
	n'ayant pas déménagé	52 400	5 385	10,3	35 595	1 320	3,7	16 805	4 070	24,2
	ayant déménagé	6 485	1 225	18,9	1 960	70	3,6	4 525	1 155	25,5
Québec	Tous les ménages	282 195	34 585	12,3	159 405	6 245	3,9	122 790	28 340	23,1
	n'ayant pas déménagé	242 320	27 630	11,4	149 985	5 845	3,9	92 330	21 790	23,6
	ayant déménagé	39 880	6 955	17,4	9 415	400	4,2	30 460	6 555	21,5
Sherbrooke	Tous les ménages	62 760	7 565	12,1	33 310	1 025	3,1	29 455	6 540	22,2
	n'ayant pas déménagé	51 660	5 655	10,9	30 975	965	3,1	20 685	4 690	22,7
	ayant déménagé	11 105	1 905	17,2	2 330	60	2,6	8 770	1 845	21,0
Trois-Rivières	Tous les ménages	56 360	7 260	12,9	32 925	1 330	4,0	23 435	5 925	25,3
	n'ayant pas déménagé	48 910	5 700	11,7	31 215	1 245	4,0	17 700	4 450	25,1
	ayant déménagé	7 445	1 560	21,0	1 715	90	5,2	5 735	1 470	25,6
Montréal	Tous les ménages	1 344 730	188 980	14,1	692 560	29 270	4,2	652 170	159 710	24,5
	n'ayant pas déménagé	1 155 505	152 940	13,2	644 715	27 250	4,2	510 785	125 690	24,6
	ayant déménagé	189 225	36 040	19,0	47 840	2 020	4,2	141 385	34 020	24,1
Gatineau	Tous les ménages	99 425	10 910	11,0	62 870	2 460	3,9	36 550	8 445	23,1
	n'ayant pas déménagé	83 545	8 190	9,8	57 555	2 255	3,9	25 990	5 940	22,9
	ayant déménagé	15 875	2 715	17,1	5 315	205	3,9	10 560	2 505	23,7
Ontario	Tous les ménages	3 981 540	599 660	15,1	2 748 875	201 330	7,3	1 232 670	398 325	32,3
	n'ayant pas déménagé	3 478 175	488 760	14,1	2 531 570	182 950	7,2	946 600	305 810	32,3
	ayant déménagé	503 370	110 895	22,0	217 305	18 385	8,5	286 070	92 515	32,3
Ottawa-Gatineau	Tous les ménages	399 320	54 535	13,7	250 980	13 535	5,4	148 345	41 000	27,6
	n'ayant pas déménagé	339 230	43 090	12,7	228 060	12 255	5,4	111 170	30 835	27,7
	ayant déménagé	60 095	11 440	19,0	22 920	1 280	5,6	37 175	10 160	27,3

Annexe - Tableau 3 (suite) Proportion des ménages en situation de besoins impérieux parmi ceux qui ont déménagé ou non durant l'année, selon leur mode d'occupation – Canada, provinces, territoires et RMR, 2001

		Total			Propriétaires			Locataires		
		Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)	Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)	Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)
Ottawa	Tous les ménages	299 900	43 625	14,5	188 105	11 070	5,9	111 795	32 550	29,1
	n'ayant pas déménagé	255 685	34 900	13,6	170 500	10 000	5,9	85 180	24 900	29,2
	ayant déménagé	44 220	8 730	19,7	17 605	1 075	6,1	26 615	7 655	28,8
Kingston	Tous les ménages	55 200	8 290	15,0	36 065	2 175	6,0	19 135	6 110	31,9
	n'ayant pas déménagé	46 185	6 165	13,3	33 260	1 985	6,0	12 920	4 180	32,4
	ayant déménagé	9 015	2 120	23,5	2 800	195	7,0	6 215	1 930	31,1
Oshawa	Tous les ménages	100 510	12 030	12,0	76 890	4 360	5,7	23 620	7 665	32,5
	n'ayant pas déménagé	88 065	9 760	11,1	69 815	3 910	5,6	18 250	5 850	32,1
	ayant déménagé	12 450	2 270	18,2	7 080	450	6,4	5 370	1 815	33,8
Toronto	Tous les ménages	1 548 530	295 470	19,1	1 002 415	99 995	10,0	546 115	195 480	35,8
	n'ayant pas déménagé	1 355 125	246 485	18,2	914 450	89 230	9,8	440 675	157 250	35,7
	ayant déménagé	193 410	48 990	25,3	87 965	10 765	12,2	105 445	38 225	36,3
Hamilton	Tous les ménages	241 035	32 985	13,7	168 400	10 430	6,2	72 630	22 550	31,0
	n'ayant pas déménagé	211 735	27 080	12,8	155 760	9 740	6,3	55 970	17 340	31,0
	ayant déménagé	29 300	5 900	20,1	12 640	690	5,5	16 665	5 210	31,3
St. Catharines-Niagara	Tous les ménages	143 595	18 510	12,9	106 520	7 120	6,7	37 080	11 390	30,7
	n'ayant pas déménagé	128 255	15 330	12,0	100 065	6 655	6,7	28 195	8 670	30,8
	ayant déménagé	15 340	3 185	20,8	6 455	465	7,2	8 890	2 720	30,6
Kitchener	Tous les ménages	147 560	17 155	11,6	99 910	4 765	4,8	47 645	12 385	26,0
	n'ayant pas déménagé	126 430	13 705	10,8	91 395	4 475	4,9	35 035	9 230	26,3
	ayant déménagé	21 125	3 450	16,3	8 515	290	3,4	12 615	3 160	25,0
London	Tous les ménages	163 615	21 635	13,2	105 280	4 830	4,6	58 340	16 810	28,8
	n'ayant pas déménagé	138 055	16 240	11,8	97 155	4 385	4,5	40 900	11 855	29,0
	ayant déménagé	25 565	5 395	21,1	8 125	450	5,5	17 440	4 950	28,4
Windsor	Tous les ménages	112 700	14 390	12,8	82 425	4 855	5,9	30 275	9 530	31,5
	n'ayant pas déménagé	98 465	11 480	11,7	76 415	4 520	5,9	22 050	6 960	31,6
	ayant déménagé	14 235	2 905	20,4	6 010	330	5,5	8 225	2 575	31,3
Grand Sudbury	Tous les ménages	59 865	7 410	12,4	40 350	1 920	4,8	19 515	5 490	28,1
	n'ayant pas déménagé	51 960	5 460	10,5	38 130	1 800	4,7	13 825	3 660	26,5
	ayant déménagé	7 910	1 950	24,7	2 215	120	5,4	5 685	1 830	32,2
Thunder Bay	Tous les ménages	47 255	5 640	11,9	34 760	1 780	5,1	12 490	3 865	30,9
	n'ayant pas déménagé	41 930	4 390	10,5	32 995	1 665	5,0	8 935	2 730	30,6
	ayant déménagé	5 320	1 255	23,6	1 765	115	6,5	3 555	1 140	32,1
Manitoba	Tous les ménages	389 815	45 390	11,6	271 170	15 585	5,7	118 645	29 800	25,1
	n'ayant pas déménagé	337 695	34 740	10,3	252 770	14 280	5,6	84 925	20 465	24,1
	ayant déménagé	52 125	10 650	20,4	18 395	1 305	7,1	33 725	9 340	27,7
Winnipeg	Tous les ménages	259 380	28 080	10,8	172 525	7 200	4,2	86 850	20 885	24,0
	n'ayant pas déménagé	222 890	20 720	9,3	160 340	6 520	4,1	62 545	14 195	22,7
	ayant déménagé	36 490	7 365	20,2	12 185	675	5,5	24 305	6 690	27,5
Saskatchewan	Tous les ménages	323 065	37 160	11,5	230 835	14 235	6,2	92 235	22 925	24,9
	n'ayant pas déménagé	276 790	27 680	10,0	214 605	13 230	6,2	62 190	14 455	23,2
	ayant déménagé	46 275	9 480	20,5	16 230	1 010	6,2	30 045	8 465	28,2
Regina	Tous les ménages	73 110	7 420	10,1	50 850	1 725	3,4	22 260	5 695	25,6
	n'ayant pas déménagé	62 065	5 165	8,3	47 040	1 625	3,5	15 025	3 540	23,6
	ayant déménagé	11 040	2 260	20,5	3 805	105	2,8	7 235	2 150	29,7
Saskatoon	Tous les ménages	84 210	8 990	10,7	55 785	1 995	3,6	28 430	6 990	24,6
	n'ayant pas déménagé	69 355	6 075	8,8	50 995	1 840	3,6	18 360	4 240	23,1
	ayant déménagé	14 860	2 910	19,6	4 790	155	3,2	10 070	2 755	27,4
Alberta	Tous les ménages	1 014 185	106 285	10,5	719 305	38 300	5,3	294 880	67 980	23,1
	n'ayant pas déménagé	839 065	77 410	9,2	648 225	34 040	5,3	190 840	43 375	22,7
	ayant déménagé	175 120	28 875	16,5	71 075	4 260	6,0	104 040	24 610	23,7
Calgary	Tous les ménages	341 505	38 305	11,2	244 285	14 450	5,9	97 215	23 860	24,5
	n'ayant pas déménagé	279 590	27 850	10,0	217 290	12 545	5,8	62 300	15 305	24,6
	ayant déménagé	61 910	10 460	16,9	26 995	1 905	7,1	34 915	8 550	24,5

Annexe - Tableau 3 (suite) Proportion des ménages en situation de besoins impérieux parmi ceux qui ont déménagé ou non durant l'année, selon leur mode d'occupation – Canada, provinces, territoires et RMR, 2001

		Total			Propriétaires			Locataires		
		Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)	Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)	Tous les ménages (nombre)	Ménages en situation de besoins impérieux (nombre)	(%)
Edmonton	Tous les ménages	338 490	36 730	10,9	227 760	10 460	4,6	110 725	26 270	23,7
	n'ayant pas déménagé	280 430	26 585	9,5	207 100	9 400	4,5	73 330	17 190	23,4
	ayant déménagé	58 060	10 140	17,5	20 660	1 060	5,1	37 395	9 080	24,3
Colombie-Britannique	Tous les ménages	1 416 730	223 670	15,8	958 050	79 495	8,3	458 680	144 180	31,4
	n'ayant pas déménagé	1 202 200	168 310	14,0	890 005	72 635	8,2	312 200	95 675	30,6
	ayant déménagé	214 525	55 360	25,8	68 050	6 860	10,1	146 475	48 505	33,1
Abbotsford	Tous les ménages	47 820	5 500	11,5	34 370	1 825	5,3	13 450	3 675	27,3
	n'ayant pas déménagé	40 585	4 055	10,0	31 670	1 640	5,2	8 920	2 410	27,0
	ayant déménagé	7 230	1 450	20,1	2 705	185	6,8	4 530	1 260	27,8
Vancouver	Tous les ménages	707 155	122 280	17,3	442 190	39 825	9,0	264 970	82 455	31,1
	n'ayant pas déménagé	600 030	93 615	15,6	410 790	36 470	8,9	189 240	57 145	30,2
	ayant déménagé	107 120	28 665	26,8	31 395	3 355	10,7	75 725	25 310	33,4
Victoria	Tous les ménages	127 170	17 060	13,4	81 790	4 555	5,6	45 380	12 505	27,6
	n'ayant pas déménagé	105 940	12 455	11,8	75 875	4 180	5,5	30 070	8 270	27,5
	ayant déménagé	21 225	4 605	21,7	5 915	375	6,3	15 315	4 230	27,6
Yukon	Tous les ménages	10 215	1 610	15,8	6 945	695	10,0	3 270	920	28,1
	n'ayant pas déménagé	8 405	1 220	14,5	6 340	645	10,2	2 070	580	28,0
	ayant déménagé	1 810	395	21,8	610	50	8,2	1 200	340	28,3
Territoires du Nord-Ouest	Tous les ménages	11 985	2 085	17,4	6 480	820	12,7	5 505	1 270	23,1
	n'ayant pas déménagé	9 250	1 485	16,1	5 725	705	12,3	3 530	780	22,1
	ayant déménagé	2 735	605	22,1	765	115	15,0	1 975	495	25,1
Nunavut	Tous les ménages	7 070	2 740	38,8	1 705	520	30,5	5 365	2 225	41,5
	n'ayant pas déménagé	5 360	2 130	39,7	1 570	480	30,6	3 785	1 655	43,7
	ayant déménagé	1 715	605	35,3	135	40	29,6	1 580	570	36,1

Notes

Comprend les ménages privés, non agricoles, les ménages n'appartenant pas à une bande et ceux ne vivant pas dans une réserve, dont le revenu est supérieur à zéro, et dont le rapport frais de logement-revenu est inférieur à 100 %.

Une description complète des termes et des concepts se trouve dans la section « Définitions », à la fin du présent Point en recherche.

Source : SCHL (indicateurs et données tirés du recensement)

Annexe - Tableau 4 Revenu, frais de logement et rapport frais de logement-revenu (RFLR) moyens, selon la mobilité résidentielle des ménages en cours d'année – Canada, provinces, territoires et RMR, 2001

		Tous les ménages			Ménages n'étant pas en situation de besoins impérieux			Ménages en situation de besoins impérieux		
		Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)	Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)	Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)
Canada	Tous les ménages	60 976	764	21,3	67 914	784	17,0	17 439	643	48,0
	n'ayant pas déménagé	62 497	754	20,3	68 992	771	16,4	17 510	637	47,3
	ayant déménagé	51 261	831	27,4	60 304	875	21,2	17 166	664	50,8
Toutes les RMR	Tous les ménages	65 846	844	22,2	73 969	870	17,7	18 556	692	48,5
	n'ayant pas déménagé	67 777	835	21,3	75 494	858	17,1	18 653	688	47,9
	ayant déménagé	54 211	897	28,1	63 899	949	21,9	18 181	707	50,9
Terre-Neuve-et-Labrador	Tous les ménages	47 791	515	18,5	53 648	528	14,2	13 652	441	43,4
	n'ayant pas déménagé	48 364	505	17,7	53 931	517	13,8	13 738	429	42,0
	ayant déménagé	42 219	614	26,2	50 595	644	18,8	13 133	513	51,5
St. John's	Tous les ménages	57 006	698	21,2	63 757	725	16,9	13 687	524	48,8
	n'ayant pas déménagé	58 859	695	20,1	65 261	721	16,2	13 703	517	47,7
	ayant déménagé	45 080	713	27,7	53 117	754	21,2	13 623	552	52,7
Île-du-Prince-Édouard	Tous les ménages	49 082	572	19,3	54 208	582	15,5	14 450	506	45,4
	n'ayant pas déménagé	50 109	564	18,4	54 853	574	15,0	14 402	492	44,3
	ayant déménagé	40 943	636	26,5	48 415	658	19,8	14 651	559	49,8
Nouvelle-Écosse	Tous les ménages	50 585	610	20,5	56 957	624	15,8	15 000	534	46,5
	n'ayant pas déménagé	51 497	596	19,4	57 451	608	15,2	14 898	523	45,8
	ayant déménagé	44 146	709	27,9	53 032	749	21,1	15 424	580	49,7
Halifax	Tous les ménages	58 899	754	22,0	67 036	782	17,0	17 064	614	47,4
	n'ayant pas déménagé	60 902	745	20,7	68 613	769	16,1	17 109	609	46,8
	ayant déménagé	48 876	798	28,5	58 339	849	22,3	16 916	627	49,2
Nouveau Brunswick	Tous les ménages	49 156	547	18,7	53 749	558	15,2	12 570	460	47,1
	n'ayant pas déménagé	50 166	537	17,8	54 368	547	14,6	12 447	449	46,3
	ayant déménagé	41 309	622	25,9	48 350	652	19,8	13 047	504	50,1
Saint John	Tous les ménages	53 278	598	19,6	58 432	614	15,9	12 392	471	48,9
	n'ayant pas déménagé	54 804	593	18,7	59 397	607	15,4	12 308	467	48,6
	ayant déménagé	43 451	631	25,3	51 382	670	19,0	12 648	483	49,5
Québec	Tous les ménages	52 175	621	20,9	57 839	640	16,7	12 628	489	49,9
	n'ayant pas déménagé	53 597	620	20,1	58 966	637	16,2	12 720	490	49,4
	ayant déménagé	42 788	626	25,8	49 754	659	19,8	12 247	485	51,6
Saguenay	Tous les ménages	50 156	566	19,7	55 084	581	15,8	11 205	446	50,4
	n'ayant pas déménagé	51 486	567	19,0	56 095	582	15,4	11 273	444	49,6
	ayant déménagé	39 407	550	25,6	46 050	572	19,0	10 911	454	53,8
Québec	Tous les ménages	52 109	617	20,8	57 654	635	16,7	12 409	489	49,9
	n'ayant pas déménagé	53 984	620	20,0	59 321	636	16,2	12 521	492	49,5
	ayant déménagé	40 715	600	25,8	46 787	626	20,4	11 963	476	51,3
Sherbrooke	Tous les ménages	46 755	577	21,7	51 624	594	17,7	11 213	452	50,8
	n'ayant pas déménagé	49 122	582	20,6	53 774	598	17,0	11 304	449	50,0
	ayant déménagé	35 736	551	26,8	40 869	570	21,3	10 943	460	53,2
Trois-Rivières	Tous les ménages	46 372	532	20,7	51 644	549	16,4	10 721	418	49,5
	n'ayant pas déménagé	48 065	535	19,9	52 984	550	15,9	10 762	421	49,5
	ayant déménagé	35 252	512	26,3	41 803	541	20,1	10 572	407	49,3
Montréal	Tous les ménages	56 331	701	22,4	63 343	729	17,7	13 444	526	50,6
	n'ayant pas déménagé	58 018	703	21,7	64 801	729	17,3	13 556	529	50,2
	ayant déménagé	46 026	688	26,6	53 804	729	20,6	12 970	516	52,0
Gatineau	Tous les ménages	60 052	715	20,4	65 782	738	16,6	13 551	535	50,7
	n'ayant pas déménagé	62 262	715	19,4	67 558	735	16,0	13 555	534	50,4
	ayant déménagé	48 418	716	25,2	55 613	753	19,7	13 542	537	51,8
Ontario	Tous les ménages	69 697	893	22,0	78 381	918	17,4	20 721	756	47,4
	n'ayant pas déménagé	71 146	877	21,0	79 392	898	16,8	20 711	746	46,7
	ayant déménagé	59 682	1 007	28,3	70 678	1 065	22,0	20 768	802	50,5
Ottawa-Gatineau	Tous les ménages	73 411	866	20,6	81 815	891	16,4	20 279	708	46,7
	n'ayant pas déménagé	75 329	852	19,6	83 332	874	15,8	20 330	700	46,1
	ayant déménagé	62 584	945	26,1	72 580	995	20,7	20 090	735	48,9

Annexe - Tableau 4 (suite) Revenu, frais de logement et rapport frais de logement-revenu (RFLR) moyens, selon la mobilité résidentielle des ménages en cours d'année – Canada, provinces, territoires et RMR, 2001

		Tous les ménages			Ménages n'étant pas en situation de besoins impérieux			Ménages en situation de besoins impérieux		
		Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)	Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)	Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)
Ottawa	Tous les ménages	77 839	916	20,7	87 352	944	16,4	21 962	751	45,7
	n'ayant pas déménagé	79 598	897	19,7	88 715	921	15,7	21 920	740	45,1
	ayant déménagé	67 670	1 028	26,4	78 872	1 085	21,0	22 127	796	48,1
Kingston	Tous les ménages	59 891	768	22,3	67 465	790	17,6	17 024	644	48,9
	n'ayant pas déménagé	62 034	763	20,9	68 949	781	16,7	17 161	645	48,4
	ayant déménagé	48 912	794	29,4	58 853	842	22,9	16 623	639	50,5
Oshawa	Tous les ménages	71 749	990	21,8	78 836	1 020	18,0	19 621	767	49,8
	n'ayant pas déménagé	73 092	976	21,1	79 786	1 003	17,6	19 377	760	49,6
	ayant déménagé	62 253	1 085	27,1	71 524	1 147	21,9	20 670	803	50,5
Toronto	Tous les ménages	80 261	1 061	23,5	93 440	1 106	18,1	24 370	871	46,4
	n'ayant pas déménagé	81 733	1 036	22,5	94 523	1 077	17,4	24 208	851	45,7
	ayant déménagé	69 948	1 239	30,1	85 133	1 331	23,2	25 183	972	50,3
Hamilton	Tous les ménages	66 757	865	21,9	74 557	898	17,8	17 557	654	47,8
	n'ayant pas déménagé	68 390	854	21,0	75 850	884	17,2	17 529	650	47,3
	ayant déménagé	54 954	943	28,0	64 356	1 011	22,5	17 686	674	49,8
St. Catharines-Niagara	Tous les ménages	57 157	734	21,5	63 254	751	17,4	15 954	615	49,0
	n'ayant pas déménagé	58 262	725	20,8	64 023	740	16,9	15 829	611	48,8
	ayant déménagé	47 913	808	27,8	56 115	852	22,0	16 561	637	49,9
Kitchener	Tous les ménages	67 825	860	21,2	74 443	885	17,5	17 520	677	49,3
	n'ayant pas déménagé	69 694	849	20,3	76 036	871	16,8	17 534	672	48,6
	ayant déménagé	56 642	929	26,9	64 286	974	22,0	17 464	695	52,1
London	Tous les ménages	61 216	794	22,4	68 122	821	18,2	15 904	617	50,0
	n'ayant pas déménagé	63 861	791	21,2	70 241	815	17,4	16 010	616	49,4
	ayant déménagé	46 932	809	29,0	55 321	860	22,9	15 583	621	51,7
Windsor	Tous les ménages	68 461	808	20,8	75 994	831	16,5	16 982	655	49,5
	n'ayant pas déménagé	70 223	797	19,8	77 256	817	16,0	16 940	646	48,6
	Mover Households	56 271	888	27,6	66 302	940	21,1	17 148	688	52,9
Grand Sudbury	Tous les ménages	57 122	711	21,4	63 215	734	17,3	13 968	548	49,9
	n'ayant pas déménagé	59 278	713	20,2	64 582	733	16,9	14 097	549	49,0
	ayant déménagé	42 953	693	28,9	52 548	741	21,2	13 606	546	52,2
Thunder Bay	Tous les ménages	58 418	694	20,3	64 297	711	16,5	15 083	573	48,0
	n'ayant pas déménagé	60 434	691	19,3	65 743	705	16,0	15 039	568	47,5
	ayant déménagé	42 523	724	28,2	50 941	765	21,6	15 237	592	49,6
Manitoba	Tous les ménages	53 186	622	19,6	58 224	639	16,3	14 958	493	44,2
	n'ayant pas déménagé	55 033	621	18,6	59 591	635	15,8	15 287	496	43,3
	ayant déménagé	41 216	631	26,0	48 234	670	20,5	13 886	484	47,3
Winnipeg	Tous les ménages	56 037	671	20,4	61 114	691	17,2	14 224	503	46,8
	n'ayant pas déménagé	58 364	673	19,4	62 865	690	16,6	14 438	509	46,3
	ayant déménagé	41 829	658	26,7	48 961	701	21,2	13 624	488	48,3
Saskatchewan	Tous les ménages	51 304	595	19,7	56 130	609	16,2	14 171	487	46,1
	n'ayant pas déménagé	53 026	587	18,4	57 321	599	15,5	14 380	479	44,8
	ayant déménagé	41 003	645	27,0	48 073	680	21,0	13 561	511	50,2
Regina	Tous les ménages	58 649	694	20,4	63 698	712	17,0	13 971	535	50,8
	n'ayant pas déménagé	61 367	691	19,1	65 684	706	16,3	13 780	529	50,8
	ayant déménagé	43 372	710	28,0	50 826	752	22,0	14 407	548	51,0
Saskatoon	Tous les ménages	55 074	701	22,3	60 064	720	18,6	13 307	544	52,6
	n'ayant pas déménagé	58 000	697	20,6	62 304	711	17,6	13 180	543	52,7
	ayant déménagé	41 419	722	29,8	48 202	766	24,4	13 573	545	52,2
Alberta	Tous les ménages	66 868	812	20,5	72 671	830	17,2	17 304	656	48,3
	n'ayant pas déménagé	69 169	797	19,3	74 444	812	16,4	17 274	647	47,4
	ayant déménagé	55 844	883	26,3	63 437	923	21,5	17 384	680	50,7
Calgary	Tous les ménages	76 692	929	21,2	83 882	950	17,7	19 781	762	49,0
	n'ayant pas déménagé	79 607	909	19,9	86 227	926	16,7	19 758	755	48,3
	ayant déménagé	63 531	1 020	27,1	72 410	1 069	22,2	19 842	781	51,0

Série sur le logement selon les données du Recensement de 2001 :
Numéro 14 — Mobilité résidentielle des ménages et besoins impérieux en matière de logement

Annexe - Tableau 4 (suite) Revenu, frais de logement et rapport frais de logement-revenu (RFLR) moyens, selon la mobilité résidentielle des ménages en cours d'année – Canada, provinces, territoires et RMR, 2001

		Tous les ménages			Ménages n'étant pas en situation de besoins impérieux			Ménages en situation de besoins impérieux		
		Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)	Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)	Revenu moyen (\$)	Frais de logement moyens (\$)	RFLR moyen (%)
Edmonton	Tous les ménages	64 116	781	20,7	69 981	803	17,3	15 926	601	48,4
	n'ayant pas déménagé	66 932	775	19,5	72 269	794	16,5	15 981	599	47,8
	ayant déménagé	50 512	808	26,7	57 864	851	21,8	15 781	606	50,1
Colombie-Britannique	Tous les ménages	60 782	845	22,9	68 667	870	18,0	18 727	711	49,1
	n'ayant pas déménagé	62 605	837	21,7	69 706	857	17,4	18 981	712	48,3
	ayant déménagé	50 570	891	29,8	61 915	956	22,1	17 953	708	51,7
Abbotsford	Total	58 177	894	23,6	63 570	920	19,8	16 705	703	52,2
	n'ayant pas déménagé	59 915	894	22,7	64 703	915	19,4	16 742	707	52,3
	ayant déménagé	48 427	898	28,6	56 411	950	22,7	16 600	689	52,2
Vancouver	Total	66 747	956	24,2	76 555	996	18,9	19 836	765	49,4
	n'ayant pas déménagé	68 772	947	23,0	77 784	981	18,3	20 021	765	48,6
	ayant déménagé	55 404	1 005	30,8	68 620	1 092	23,0	19 232	765	51,9
Victoria	Total	58 221	829	23,1	64 616	853	18,8	16 941	675	50,9
	n'ayant pas déménagé	60 530	823	21,7	66 340	843	17,9	16 910	673	50,4
	ayant déménagé	46 699	857	30,0	54 923	906	23,8	17 024	683	52,4
Yukon	Total	64 582	800	20,0	72 775	831	15,9	20 931	635	41,6
	n'ayant pas déménagé	67 239	802	19,0	75 075	832	15,3	21 062	627	41,2
	ayant déménagé	52 247	788	24,3	61 096	823	19,2	20 529	662	43,0
Colombie-Britannique	Total	74 015	931	18,4	84 026	989	15,2	26 496	658	33,8
	n'ayant pas déménagé	76 678	922	17,2	86 206	982	14,7	26 731	604	30,7
	ayant déménagé	65 014	963	22,5	76 084	1 012	17,2	25 922	783	40,9
Nunavut	Total	57 461	623	14,2	70 292	697	11,7	37 180	508	17,9
	n'ayant pas déménagé	56 870	587	13,3	69 786	670	11,3	37 311	465	16,2
	ayant déménagé	59 309	736	16,9	71 769	779	12,9	36 719	660	23,7

Notes :

Comprend les ménages privés, non agricoles, les ménages n'appartenant pas à une bande et ceux ne vivant pas dans une réserve, dont le revenu est supérieur à zéro, et dont le rapport frais de logement-revenu est inférieur à 100 %.

Les données sur le revenu recueillies lors du Recensement du Canada de 2001 sont celles de l'année civile de 2000; celles sur les frais de logement se rapportent à 2001. Les rapports des frais de logement au revenu sont établis directement à partir de ces données, c'est-à-dire en comparant les frais de logement de 2001 avec les revenus de 2000.

Une description complète des termes et des concepts se trouve dans la section « Définitions », à la fin du présent Point en recherche.

Source : SCHL (indicateurs et données tirés du recensement).



REMERCIEMENTS

La SCHL contribue au financement de la collecte de données sur le logement pour le recensement du Canada et les enquêtes de Statistique Canada. L'information de Statistique Canada est utilisée avec la permission de l'organisme. Il est interdit de copier et de diffuser les données à des fins commerciales, selon leur format initial ou modifié, sans la permission explicite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, le cas échéant, de Statistique Canada. On peut obtenir davantage d'information sur les données de Statistique Canada auprès de ses bureaux régionaux, sur son site Web à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca> ou en composant le 800 263-1136.

Pour obtenir davantage d'information au sujet des données sur le logement de la SCHL fondées sur les résultats du Recensement de 2006, veuillez vous référer au Logement au Canada en ligne sur le site Web de la Société, www.schl.ca. Pour toute question concernant le présent document, pour formuler des observations à son égard ou pour suggérer des sujets de recherche, merci de bien vouloir nous contacter, soit par courriel, à l'adresse HiCO-LaCel@schl.ca, soit par la poste, à l'adresse suivante :

Politiques et recherche
Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario) K1A 0P7

Auteurs : Christina Butchart et Jeremiah Prentice

Recherche sur le logement à la SCHL

Aux termes de la partie IX de la *Loi nationale sur l'habitation*, le gouvernement du Canada verse des fonds à la SCHL afin de lui permettre de faire de la recherche sur les aspects socio-économiques et techniques du logement et des domaines connexes, et d'en publier et d'en diffuser les résultats.

Le présent feuillet documentaire fait partie d'une série visant à vous informer sur la nature et la portée du programme de recherche de la SCHL.

Pour consulter d'autres feuillets *Le Point en recherche* et pour prendre connaissance d'un large éventail de produits d'information, visitez notre site Web au

www.schl.ca

ou communiquez avec la

Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario)
K1A 0P7

Téléphone : 1-800-668-2642
Télécopieur : 1-800-245-9274

Bien que ce produit d'information se fonde sur les connaissances actuelles des experts en habitation, il n'a pour but que d'offrir des renseignements d'ordre général. Les lecteurs assument la responsabilité des mesures ou décisions prises sur la foi des renseignements contenus dans le présent ouvrage. Il revient aux lecteurs de consulter les ressources documentaires pertinentes et les spécialistes du domaine concerné afin de déterminer si, dans leur cas, les renseignements, les matériaux et les techniques sont sécuritaires et conviennent à leurs besoins. La Société canadienne d'hypothèques et de logement se dégage de toute responsabilité relativement aux conséquences résultant de l'utilisation des renseignements, des matériaux et des techniques contenus dans le présent ouvrage.